



## **Convention sur la diversité biologique**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/2/9  
2 juin 2012

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

### **COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION**

Deuxième réunion

New Delhi, 2 au 6 juillet 2012

Point 4.1 de l'ordre du jour provisoire\*

### **MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES**

#### *Note du Secrétaire exécutif*

#### **I. INTRODUCTION**

1. Le paragraphe 1 de l'article 14 du Protocole de Nagoya établit un Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (APA) qui s'inscrit dans le cadre du Mécanisme d'échange de la Convention prévu au paragraphe 3 de l'article 18 de la Convention. Le Centre d'échange sur l'APA permettra de diffuser les informations relatives à l'accès et au partage des avantages et donnera accès aux informations concernant la mise en œuvre du Protocole fournies par chaque Partie.
2. Le paragraphe 4 de l'article 14 stipule que les modalités de fonctionnement du Centre d'échange de l'APA, y compris les rapports sur ses activités, soient examinées et fixées par la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya (COP-MOP) à sa première réunion, puis régulièrement réexaminées par la suite.
3. Les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'APA ont été examinées au cours de la première réunion du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya (Comité intergouvernemental), conformément à l'annexe II de la décision X/1 de la Conférence des Parties.
4. Au paragraphe 4 de sa recommandation 1/1, le Comité intergouvernemental a recommandé que la mise en œuvre du Centre d'échange sur l'APA se fasse progressivement et que la première étape soit une phase pilote. En annexe à la recommandation 1/1, le Comité intergouvernemental a fourni des orientations sur l'élaboration de la phase pilote. Le Secrétaire exécutif a été prié de faire rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la phase pilote et de rechercher des possibilités de

\* UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev1.

collaboration avec les partenaires et d'autres fournisseurs de données, pour la considération du Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion. Une note sur ces questions a été préparée par le Secrétaire exécutif et figure dans le document UNEP/CBD/ICNP/2/8.

5. Par ailleurs, le paragraphe 4 de la recommandation 1/1 prie le Secrétaire exécutif d'élaborer des projets de modalités de fonctionnement pour le Centre d'échange sur l'APA adaptés pour tenir compte de l'expérience acquise au cours de la phase pilote, pour la considération du Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion.

6. Conformément à l'article 14 du Protocole et à la recommandation 1/1 du Comité intergouvernemental, le Secrétaire exécutif a préparé la présente note dans l'annexe de laquelle figurent des projets de modalités de fonctionnement pour le Centre d'échange sur l'APA.

7. Les projets de modalités de fonctionnement ont été élaborés en fonction des dispositions de l'article 14, des orientations figurant dans la recommandation 1/1 du Comité intergouvernemental et des modalités de fonctionnement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.<sup>1</sup>

8. Il convient de tenir compte du fait que les projets de modalités de fonctionnement figurant à l'annexe du présent document devront être révisés à la lumière des avancées et de l'expérience acquise au cours de la mise en œuvre de la phase pilote.

9. La Section II de la présente note contient des recommandations proposées pour la considération du Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion.

## II. RECOMMANDATIONS

10. En vertu du paragraphe 4 de l'article 14 du Protocole, la première COP-MOP doit adopter les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'APA à sa première réunion. Conformément à la recommandation 1/1, les modalités de fonctionnement devraient être adaptées pour tenir compte de l'expérience acquise au cours de la phase pilote. Par conséquent, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter recommander que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole adopte une décision s'alignant sur ce qui suit :

« La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole *adopte* les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'APA annexés à la présente décision; »

11. Le Comité intergouvernemental pourrait également souhaiter *prier* le Secrétaire exécutif d'affiner davantage les modalités de fonctionnement une fois que la mise en œuvre de la phase pilote du Centre d'échange sur l'APA aura progressé, pour qu'elles puissent être considérées et adoptées par la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole à sa première réunion.

---

<sup>1</sup> Voir la décision 1/3 de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

*Annexe***MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'APA****A. *Rôle du Centre d'échange sur l'APA***

1. Le Protocole prévoit que le Centre d'échange sur l'APA facilite au moins l'échange des informations suivantes, pertinentes à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya :

a) Les mesures législatives, administratives et politiques relatives à l'accès et au partage des avantages concernant les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques (article 12, paragraphe 2 et article 14, paragraphe 2 a));

b) Le point focal national et l'autorité, ou les autorités, nationale compétente (article 13, paragraphe 5 et article 14, paragraphe 2 b));

c) Les permis, ou leur équivalent, émis au moment de l'accès comme preuve de la décision d'accorder un consentement préalable en connaissance de cause et de l'établissement de conditions convenues d'un commun accord (article 6, paragraphe 3 e), article 14, paragraphe 2 c), et article 17, paragraphe 2);

d) Les autorités compétentes des communautés autochtones et locales, et autres informations, tel que demandé (article 14, paragraphe 3 a));

e) Les clauses contractuelles modèles (article 14, paragraphe 3 b));

f) Les méthodes et outils élaborés pour surveiller les ressources génétiques (article 14, paragraphe 3 c));

g) Les informations fournies aux points de contrôle désignés, y compris celles provenant de certificats de conformité internationalement reconnus, pour surveiller l'utilisation des ressources génétiques (article 17, paragraphe 1 a) iii));

h) Les codes de conduite et les meilleures pratiques (article 14, paragraphe 3 d)); et

j) Les initiatives de création et de renforcement des capacités aux niveaux national, régional et international (article 22, paragraphe 6).

**B. *Caractéristiques du Centre d'échange sur l'APA***

2. Le Centre d'échange sur l'APA est élaboré de manière à présenter les caractéristiques suivantes :

(a) Est guidé par les principes d'inclusion, de transparence et d'équité;

(b) Fournit des services d'accès à l'information simples, conviviaux, efficaces, sécuritaires, flexibles et fonctionnels;

(c) Donne l'occasion aux utilisateurs de fournir une rétroaction sur son élaboration;

(d) Utilise un portail central sur Internet pour donner accès aux informations;

(e) Offre aux pays qui le nécessitent un mécanisme d'information qui n'est ni électronique, ni basé sur Internet;

(f) Utilise les formats courants pour la soumission des informations;

(g) Utilise des métadonnées pour chaque document (c.-à-d. des identificateurs descriptifs, tels que nom, date, auteur, etc.), afin de faciliter les soumissions, les recherches, la localisation et l'extraction des informations;

(h) Est conçu pour être utilisé dans les six langues officielles des Nations Unies;

(i) Utilise, le cas échéant, des terminologies contrôlées dans le cadre du Protocole de Nagoya, pouvant être traduites dans les langues officielles des Nations Unies, afin de faciliter la saisie et l'extraction des informations et la recherche de documents dans toutes les langues;

(j) Prescrit que les métadonnées qui décrivent les données primaires (le type de mesure législative habituellement retenu dans une terminologie contrôlée, par exemple) soient fournies au Centre d'échange sur l'APA dans l'une des langues officielles des Nations Unies, tout en reconnaissant que les données primaires, qui constituent le contenu de fond du Centre d'échange (par ex. les mesures législatives), puissent être soumises au Centre d'échange dans la langue originale;

(k) Encourage les Parties et les autres gouvernements à fournir également des traductions de courtoisie des données primaires soumises au Centre d'échange sur l'APA dans l'une des langues officielles des Nations Unies;

(l) Comporte un mécanisme permettant de modifier ou d'actualiser les informations, tout en préservant la certitude, la clarté et la transparence juridiques conformément au Protocole, particulièrement dans le cas des permis, ou de leur équivalent, si nécessaire et convenu d'un commun accord, afin de refléter de nouvelles circonstances relatives à l'utilisation des ressources génétiques en question. En pareils cas, les permis originaux ou leurs équivalents doivent être conservés dans les archives;

(m) Utilise des identificateurs uniques pour la recherche et l'extraction d'informations concernant les certificats de conformité internationalement reconnus;

(n) Évite d'utiliser des données confidentielles, car de telles informations seront échangées de manière bilatérale;

(o) Permet, au besoin, un échange d'information avec d'autres fournisseurs de données, afin de soutenir les objectifs du Protocole;

(p) Permet la participation active des communautés autochtones et locales à l'échange d'informations relatives aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques;

(q) Soutient l'échange d'information pour aider les Parties à créer et à renforcer leurs capacités à l'appui de la mise en œuvre du Protocole;

(r) Élargit ses fonctions et activités en réponse à une demande clairement identifiée et en fonction de l'expérience acquise et des ressources disponibles.

### ***C. Administration du Centre d'échange sur l'APA***

3. Le Secrétariat de la Convention administre le portail central du Centre d'échange de l'APA. Ces fonctions s'articulent notamment comme suit :

(a) Mettre sur pied et maintenir le portail central et les bases de données centrales, afin d'assurer que le Centre d'échange sur l'APA soit accessible, convivial, consultable et compréhensible;

(b) Recenser, examiner et établir, en fonction des besoins, des formats courants pour la soumission d'informations au Centre d'échange sur l'APA;

(c) Fournir, sur demande des Parties, des exemplaires imprimés des informations disponibles dans le Centre d'échange sur l'APA;

(d) Aider les Parties, sur demande, à utiliser le portail central du Centre d'échange sur l'APA, et coordonner l'établissement de nœuds nationaux, régionaux, sous-régionaux et institutionnels liés au portail central;

(e) Conclure, comme il convient, des arrangements administratifs avec les organisations et entités internationales, régionales, sous-régionales et nationales concernées;

(f) S'acquitter d'autres fonctions administratives demandées par la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya dans d'autres décisions.

#### ***D. Rôle et responsabilités des autorités nationales en ce qui concerne le Centre d'échange sur l'APA***

4. Les rôles et responsabilités suivants sont associés à la gestion de l'information du Centre d'échange sur l'APA :

(a) Donner l'autorisation de publier les informations inscrites dans le Centre d'échange sur l'APA, y compris la validation au niveau national de documents pour les rendre publics par le biais du portail central;

(b) Rendre des informations disponibles dans le Centre d'échange sur l'APA;

(c) Assurer la liaison avec le Secrétariat en ce qui a trait aux questions relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre du Centre d'échange sur l'APA;

(d) Faciliter la création de capacités et la création de réseaux entre les autorités nationales compétentes, les communautés autochtones et locales et d'autres parties prenantes qui verseront des données dans le Centre d'échange sur l'APA.

5. Les Parties communiquent au Secrétariat l'identité de l'autorité nationale chargée d'accorder l'autorisation d'inscrire des documents nationaux dans le Centre d'échange sur l'APA avant que ceux-ci ne soient diffusés dans le portail central.

#### ***E. Surveillance technique et avis***

6. Le Secrétariat peut faire appel à un comité consultatif informel, constitué et coordonné par le Secrétaire exécutif de manière transparente dans le but particulier de fournir des orientations relatives à l'élaboration en cours du Centre d'échange sur l'APA.

#### ***F. Rapports sur les activités***

7. Le Secrétariat fournit des informations sur le fonctionnement du Centre d'échange sur l'APA à chaque réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Ces informations peuvent comprendre :

(a) Le nombre, la distribution régionale et le type de documents versés dans le Centre d'échange sur l'APA;

(b) Le nombre de certificats de conformité internationalement reconnus émis;

(c) Le nombre de visiteurs au Centre d'échange accédant à des informations, le type d'informations demandées, et le temps investi pour consulter divers types de documents;

(d) La disponibilité des informations dans les six langues officielles des Nations Unies;

(e) Les rapports d'arrangements conclus entre le Centre d'échange sur l'APA et d'autres institutions pour l'échange de données pertinentes;

(f) Les enquêtes menées auprès des usagers ou d'autres rétroactions sur le fonctionnement du Centre d'échange sur l'APA;

(g) La mesure de l'utilisation externe du Centre d'échange sur l'APA, comme par exemple les liens créés avec le site web, les outils d'analyse de l'agrégation sociale, etc.;

(h) Les coûts d'exploitation, y compris les besoins en ressources financières et autres ressources.

8. Par ailleurs, les Parties et les autres utilisateurs du Centre d'échange sur l'APA sont encouragés à fournir une rétroaction au Secrétariat en ce qui concerne leur expérience de son utilisation. Ces rétroactions seront présentées à la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties et pourraient constituer la base pour le développement ultérieur du Centre d'échange sur l'APA.

#### ***G. Révisions périodiques***

9. La mise en œuvre et le fonctionnement du Centre d'échange sur l'APA feront l'objet de révisions périodiques qui devraient chercher à inclure des consultations auprès d'un vaste éventail de Parties et d'organisations participantes. La première révision devrait être entreprise par la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya, en vue de mettre au point un programme de travail à plus long terme. Les révisions périodiques devraient par la suite être entreprises conformément à l'article 31 du Protocole.

-----